

Audit financier de la commune : les faits, et notre lecture politique

Ce que révèle l'audit indépendant, et les choix que nous en tirons pour le mandat

En début de mandat, la nouvelle équipe municipale a fait réaliser un audit financier indépendant de la commune, confié au cabinet Localia, après près de 50 ans de gestion par la même équipe. Par souci de transparence, ce document présente d'abord, en toute objectivité, les constats de cet audit (partie I), puis la lecture et les engagements politiques que nous en tirons (partie II). Cette distinction est volontaire : elle vous permet de distinguer ce qui relève du constat de l'auditeur indépendant de ce qui relève de nos choix et de notre appréciation.

Cette analyse s'inscrit dans un contexte particulier : Pierrelaye a connu une croissance démographique très importante, passant d'environ 7 300 habitants en 2006 à près de 11 000 aujourd'hui, soit une hausse de plus de 50 % en moins de vingt ans. Cette évolution éclaire une grande partie des constats qui suivent.

PARTIE I

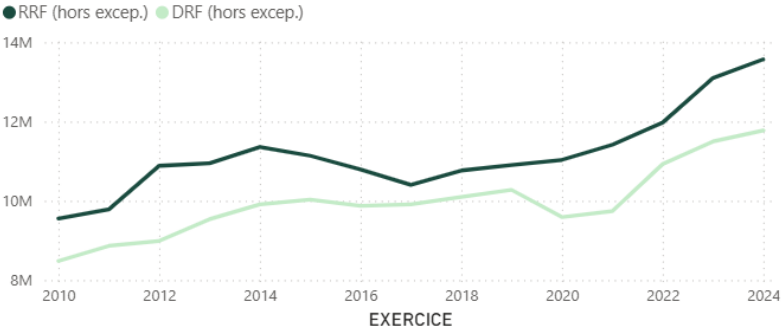
Ce que dit l'audit indépendant

Une gestion courante maîtrisée, mais rigide

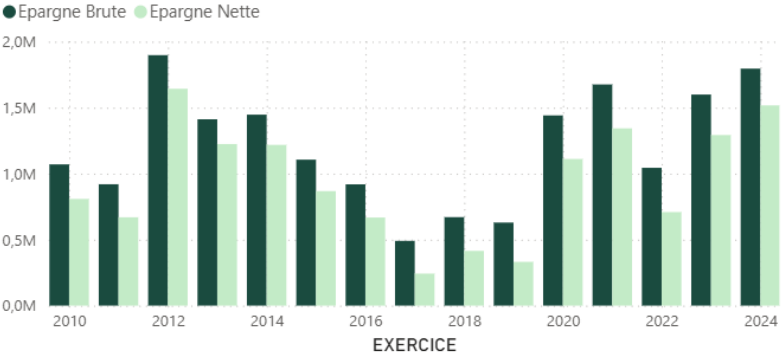
L'audit constate que le budget de fonctionnement de la commune — les dépenses et recettes courantes — a été globalement maîtrisé depuis une quinzaine d'années, avec des niveaux d'épargne satisfaisants. Il pointe toutefois une fragilité : la masse salariale, plus élevée que dans des communes comparables, rend le budget peu flexible face aux aléas.

Résultat Total	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Résultat Total	3 426 812,73	6 659 710,04	5 305 388,38	1 556 098,98	2 402 671,53	4 065 837,80	4 208 713,70	4 044 779,78	4 125 071,28	3 627 611,74
Résultat de fonctionnement	2 135 473,41	2 148 356,12	1 461 258,90	1 153 081,47	1 126 781,26	2 072 646,38	2 487 158,35	2 392 894,40	2 540 767,61	2 479 234,55
Recettes	13 439 856,75	14 954 706,13	13 097 986,31	11 640 460,08	11 949 064,12	12 945 576,14	12 694 503,16	13 923 835,80	14 404 880,70	14 610 959,56
Exercice	12 158 707,58	13 474 382,72	11 894 630,19	10 955 201,18	11 053 982,65	11 945 576,14	11 494 503,16	12 136 677,45	13 211 986,30	13 610 959,56
Reports	1 281 149,17	1 480 323,41	1 203 356,12	685 258,90	895 081,47	1 000 000,00	1 200 000,00	1 787 158,35	1 192 894,40	1 000 000,00
Dépenses	11 304 383,34	12 806 350,01	11 636 727,41	10 487 378,61	10 822 282,86	10 872 929,76	10 207 344,81	11 530 941,40	11 864 113,09	12 131 725,01
Exercice	11 304 383,34	12 806 350,01	11 636 727,41	10 487 378,61	10 822 282,86	10 872 929,76	10 207 344,81	11 530 941,40	11 864 113,09	12 131 725,01
Résultat d'investissement	1 291 339,32	4 511 353,92	3 844 129,48	403 017,51	1 275 890,27	1 993 191,42	1 721 555,35	1 651 885,38	1 584 303,67	1 148 377,19
Recettes	4 219 627,34	6 471 420,78	9 707 220,56	7 569 001,04	4 072 952,68	3 994 975,02	3 986 977,26	4 053 963,54	3 717 614,57	5 334 999,53
Dépenses	2 928 288,02	1 960 066,86	5 863 091,08	7 165 983,53	2 797 062,41	2 001 783,60	2 265 421,91	2 402 078,16	2 133 310,90	4 186 622,34

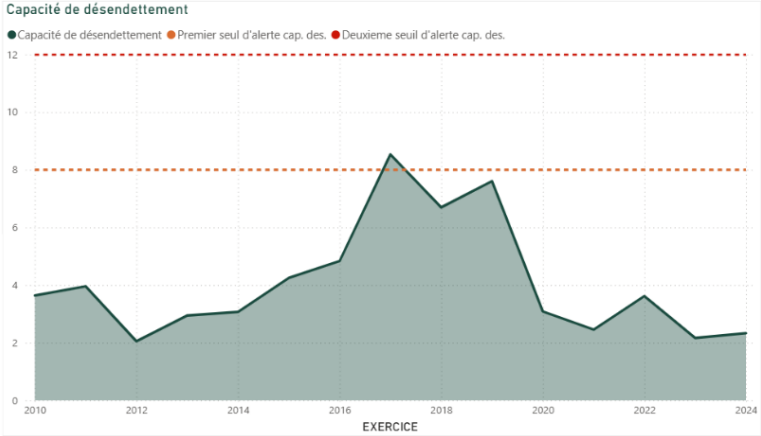
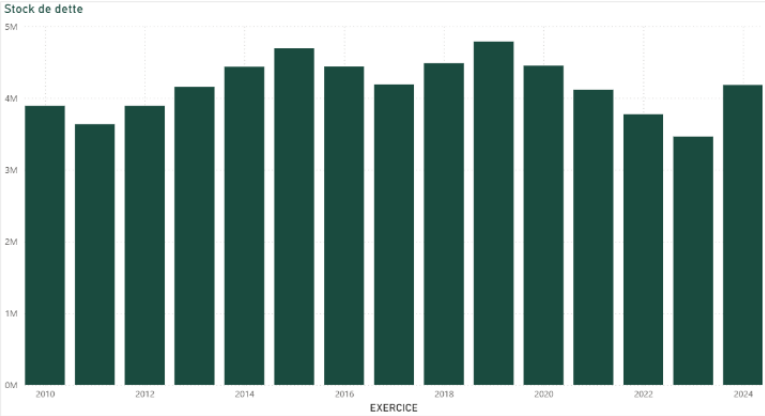
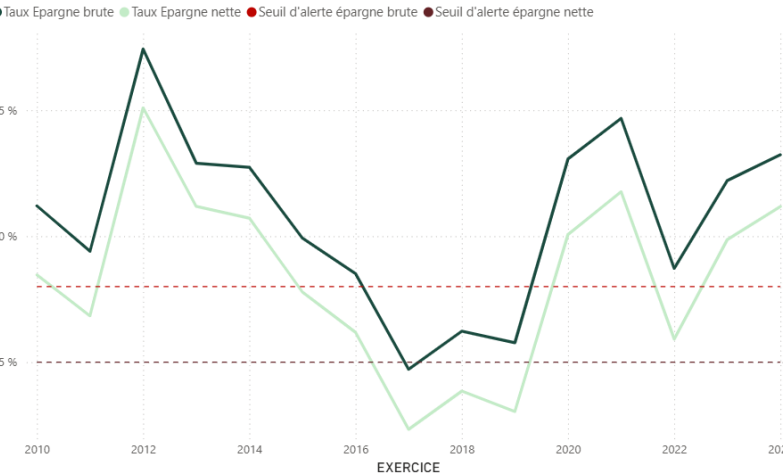
Recettes et dépenses réelles de fonctionnement



Epargne Brute



Taux d'épargne



Une masse salariale en hausse, particulièrement depuis 2024

Les charges de personnel atteignent 7 645 035 € en 2024, soit 64,9 % des dépenses de fonctionnement de la commune — un niveau élevé qui s'est accentué sur les exercices 2024 et 2025. L'audit anticipe une poursuite de cette dynamique à hauteur de 2,5 % par an sur le reste du mandat.

L'audit relève que cette progression n'est portée par aucune action volontariste de pilotage : les emplois permanents sont très majoritairement concentrés en catégorie C (114,59 équivalents temps plein sur 155,37), la pyramide des âges laisse anticiper la poursuite d'effets de carrière significatifs (48 avancements d'échelon rien qu'en 2024), et rien, dans les éléments audités, n'indique l'existence d'une politique de ressources humaines structurée visant à anticiper ou maîtriser cette évolution.

Un effort d'investissement concentré sur deux années, puis à l'arrêt

Sur les dix dernières années, l'effort d'équipement de la commune ne s'est pas inscrit dans la durée : il s'est concentré sur les seuls exercices 2017 et 2018, financés presque intégralement par l'emprunt. Cette dette nouvelle a saturé, dès 2018, la capacité d'endettement de la commune. En dehors de cette période, le niveau d'investissement est resté contenu, alors même que le budget global de la commune augmentait.

L'audit relève également l'absence, à ce jour, de tout programme pluriannuel d'investissement (PPI) et de tout outil de prévision et de suivi de la dette.

Une situation 2026 tendue par un effet de ciseau

Le budget 2026 est positif à court terme, mais l'audit projette une dégradation continue si rien ne change : l'épargne annuelle chuterait d'environ 1,16 million d'euros en 2026 à 224 000 € en 2032, et la capacité de désendettement passerait de 4,1 à 13,65 ans, au-delà du seuil d'alerte. [La conséquence possible de ces tensions financières est un redressement des comptes porté par la Cour régionale des comptes bloquant tout projets nouveaux.](#)

Année	2026	2028	2030	2032
Épargne dégagée chaque année	1 160 000 €	829 000 €	536 000 €	224 000 €
Capacité de désendettement	4,1 ans	4,9 ans	6,7 ans	13,65 ans

Un scénario alternatif testé par les auditeurs

Les auditeurs ont modélisé un scénario permettant de financer 17 M€ d'investissement sur le mandat, à condition de combiner une hausse progressive de la taxe foncière (environ 1 point par an) et un ralentissement strict de la masse salariale (sous 1 % par an). Ce scénario, présenté comme un test de capacité maximale et non comme une recommandation à appliquer telle quelle, montre l'ampleur de l'effort nécessaire pour concilier investissement et équilibre financier.

En résumé : des comptes courants maîtrisés, mais un investissement resté ponctuel, financé par la dette faute de stratégie de financement, et une trajectoire [financière dangereuse](#) si rien ne change.